

Comment Jean-Marc Ayrault a bousculé François Hollande

LE MONDE | 23.11.2013 à 10h31 • Mis à jour le 24.11.2013 à 07h20 | Par Bastien Bonnefous, Françoise Fressoz et David Revault d'Allonnes

Il faut se méfier de l'eau qui dort. Qui eût cru que le tranquille Jean-Marc Ayrault oserait renverser la table, un certain lundi 18 novembre, alors que nombre de ses ministres jugeaient sa situation quasi désespérée? Pas un membre du gouvernement n'avait anticipé le coup de poker qu'a joué en début de semaine le premier ministre, en annonçant dans un entretien aux Echos une "remise à plat de la fiscalité". Jusqu'à François Hollande lui-même, qui n'a appris qu'au tout dernier moment la contre-offensive fomentée par son chef du gouvernement. M. Ayrault était animé d'une ferme intention de se réassurer à Matignon pour au moins quelques mois.

Matignon et l'Élysée, de bonne guerre, assurent que l'offensive a été préparée de concert. Mais pour beaucoup d'observateurs, c'est un vrai coup de force. "*Ayrault a forcé la main de Hollande*", assure un proche du président. "*Il lui a fait un bébé dans le dos*", enrage le conseiller d'un ministre. De fait, c'est par SMS, à la veille de son départ pour Jérusalem, que François Hollande a été informé par Jean-Marc Ayrault de l'existence d'un entretien à paraître trois jours plus tard, sur le thème de la fiscalité.

Depuis la rentrée de septembre, la question de l'impôt menace. Il y a eu l'alerte au "*ras-le-bol fiscal*" lancée en plein été par le ministre de l'économie Pierre Moscovici. Puis la "*pause fiscale*" promise par François Hollande. Jean-Marc Ayrault encaisse, mais n'en pense pas moins. Comment oser parler d'une "*pause*" alors que se profilent la mise en place de l'écotaxe et l'augmentation de la TVA en janvier 2014? "*Il avait compris qu'existait le risque d'une dérive vers une mise en cause du principe même de l'impôt*", explique-t-on à Matignon.

BOUGER POUR NE PAS ÊTRE ACCULÉ

Tout s'accélère à partir du 4 novembre. La veille, les "Bonnetts rouges" bretons ont frappé les esprits à Quimper. A Paris, la pression monte, et l'édifice menace de se fissurer. Le couple exécutif touche le fond dans les sondages. "*Ce jour-là, Jean-Marc pense que s'il ne bouge pas très vite, ce ne sera plus possible après*", se souvient un de ses soutiens. La pression pour un remaniement n'a jamais été aussi forte, désormais publiquement exprimée au sein de la majorité. Plusieurs proches de François Hollande pressent le président de réagir : "*Tu dois bouger vite ! Tu es en train de te dévitaliser !*" Le président consulte à tour de bras, les dîners de ministres se multiplient et il se murmure que Manuel Valls tâterait le terrain, auprès de beaucoup, pour un atterrissage à Matignon.

"*On n'y arrivait plus*, relate un proche du premier ministre. *Il fallait reprendre l'initiative. Sinon, on était acculé.*" Jean-Marc Ayrault n'ignore pas qu'il tombera un jour. Mais il n'entend pas être jugé à l'aune des critiques de ceux qui viennent, toujours plus nombreux, demander sa tête au président. Il veut bien assumer

l'impopolarité de la politique de "redressement". Mais il refuse la caricature que font de lui ses adversaires : falot et sans autorité. "Jean- Marc est dans la loyauté, pas dans le sacrifice", assure un de ses proches. Il va donc chercher des soutiens.

Au sein d'un groupe socialiste qu'il a présidé pendant onze ans, où plusieurs courants, échaudés par une politique économique jugée trop favorable aux entreprises, plaident pour une réforme fiscale d'ampleur. Auprès des partenaires sociaux, aussi, discrètement approchés par des conseillers de Matignon.

DES MINISTRES PRIS DE COURT

"Il existe deux méthodes pour éteindre un incendie : soit on l'étouffe, soit on provoque une explosion qui crée un effet de souffle", explique un proche de M. Ayrault. Comme le pompier américain Red Adair, qui éteignait à coups d'explosifs les feux de puits de pétrole... Les explosifs de M. Ayrault, ce seront la grande réforme fiscale et la résurrection de la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, promesse numéro 14 de la campagne Hollande. Si Jean- Marc Ayrault est prêt à jouer les artificiers, il n'est pas un kamikaze. Il se protège derrière le bouclier des promesses présidentielles. Personne ne le prendra en défaut de loyauté.

Lorsque le président prend connaissance du texte de l'entretien aux *Echos*, il est à Jérusalem, entre une visite à Ramallah, une interview télé avec le président Shimon Peres et un discours à l'Assemblée israélienne. Les patrons du cabinet de l'Elysée, à leur grand agacement, n'en ont été informés que quelques heures plus tôt par leurs homologues de Matignon. Le ministre de l'économie, lui, se trouve à la Knesset lorsque le premier ministre l'appelle pour lui annoncer la nouvelle, lundi en toute fin d'après-midi. Bernard Cazeneuve, au Budget, l'apprendra également lundi soir. Et c'est depuis Jérusalem que M. Hollande va s'appliquer à relire et caler le propos du premier ministre.

Au sein du gouvernement, c'est la stupéfaction. *"Une telle réforme n'a jamais réussi dans ce pays, tacle un ministre. Pour l'instant, tout le monde se réjouit, mais quand on va entrer dans le détail de chaque taux, de chaque mesure, on va moins rigoler."* "Je suis un peu surpris", lâche un de ses collègues, qui juge l'affaire "bizarre". D'autant plus que le président, malgré sa promesse de campagne, n'a jamais été un partisan du grand soir fiscal. Et que plusieurs de ses visiteurs du soir l'ont exhorté à ne plus parler de fiscalité.

"C'EST UNE CONNERIE", S'EMPORTE BARTOLONE

A la réunion des poids lourds socialistes, lundi soir à Matignon, quand M. Ayrault annonce la couleur aux participants, c'est le "grand froid dans la salle", se souvient un participant. "C'est une connerie", s'emporte Claude Bartolone. Harlem Désir, qui plaide depuis des semaines pour lever le pied sur la fiscalité, fait part de son scepticisme. Vincent Peillon ne dit rien, mais n'en pense pas moins. Proche du chef de l'Etat, Stéphane Le Foll est "stupéfait", raconte un de ses proches. Il se forcera malgré tout à assurer le service après-vente, quelques heures, plus tard sur le plateau de "Mots Croisés".

Le coup est parti. Pour M. Hollande, il faut désormais l'assumer. Et déminer. *"On ne peut pas dire que le président ait réagi avec un enthousiasme délirant"*, note un conseiller ministériel. Un détail en dit long : au conseil des ministres, mercredi 20 novembre, M. Ayrault ne dit mot de sa réforme.

C'est le président qui se charge de l'expédier en quelques mots, la jugeant *"utile"*, mais élargissant déjà le propos à la *"compétitivité"*, la *"croissance"*, l'*"emploi"*. Le message est clair. Il n'y aura pas de changement de ligne économique. Il le réitère quelques heures plus tard à Rome, et temporise : *"Il y a là un engagement qui se traduit et qui prendra le temps nécessaire, c'est-à-dire le temps du quinquennat"*, assure M. Hollande. Commentaire rigolard d'un ministre : *"C'est sûr que ça ne va pas se faire en 15 jours..."*

L'AGACEMENT DE PIERRE MOSCOVICI

Le premier ministre a voulu aller vite. A-t-il tapé trop fort ? *"L'intuition était bonne, il a réussi ponctuellement un coup, mais il n'a pas maîtrisé le curseur"*, glisse un conseiller ministériel. D'autant qu'emporté par l'élan, Matignon a voulu pousser l'avantage en laissant fuiter l'annonce d'un prochain remplacement des patrons des deux plus importantes directions de Bercy : le directeur du Trésor Ramon Fernandez et le directeur du Budget Julien Dubertret. Pour le ministre de l'économie, victime collatérale de l'opération "Restore Ayrault", le coup est rude : ce "paquet" réforme-nominations tend à souligner qu'il n'a la main ni sur ses politiques, ni sur ses nominations. *"Ayrault a humilié Moscovici"*, estime un proche du président.

Le patron de Bercy a d'autant moins apprécié la fuite qu'il avait lui-même signé le 12 novembre, comme Bernard Cazeneuve, le décret concernant le départ du directeur général du budget, remplacé par Denis Morin... Et qu'il a tôt pensé, pour remplacer à la fin 2013 Ramon Fernandez, dont le président lui aurait à plusieurs reprises demandé le remplacement, à François Villeroy de Galhau, l'actuel directeur général délégué de BNP Paribas, dont il est proche, mais qui n'a pas encore donné son accord.

"Les changements se font en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'économie, concertée avec le premier ministre et le président. L'idée qu'on aurait pu m'en imposer ou que j'aurais pu m'y opposer est fausse", tient à préciser au Monde le ministre de l'économie, qui s'est expliqué sur l'épisode, jeudi avec le premier ministre.

"COUP DE CANIF"

D'ici juillet, la *"feuille de route précise"* de la réforme sera connue. Un *"comité de pilotage"* de la réforme fiscale sera mis en place, avec *"le premier ministre au centre du dispositif"*, selon Matignon. Tel était l'objectif. *"Il y a un côté : on congèle la pièce pour que personne ne puisse plus ouvrir avant fin juin"*, ironise un conseiller ministériel.

Un proche du président se montre dubitatif : *"Ayrault a sécurisé tactiquement sur le très court terme. Mais il ne fera croire à personne que c'est le big bang fiscal. C'est de la gonflette. On ne peut pas tordre le bras au président"*, poursuit cette source, qui

voit là *"un sérieux coup de canif"* dans le contrat de confiance entre MM. Ayrault et Hollande.